

Élections législatives – 11 et 18 juin 2017

MAJORITÉ POUR LA FRANCE

UNION DE LA DROITE ET DU CENTRE

PROJET



PRÉAMBULE

Au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron face à la candidate du Front national, **il est de la responsabilité de la droite et du centre de proposer une vraie alternance dans la clarté** pour relever les défis qui se présentent à notre pays.

Le projet politique démagogique du Front national, nous conduira dans l'impasse et à la ruine économique. Nous le combattons.

Le projet politique d'Emmanuel Macron était fondé sur la confusion et la demi-mesure. Il a certes gagné la bataille de l'ambiguïté, nous gagnerons la bataille de la clarté. Nous devons la conduire car nous avons entendu le message que les Français nous ont adressé lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle. Pour garantir une alternance franche, la droite et le centre veulent construire une majorité pour la France.

Parce que nous mesurons la défiance à l'égard de la parole publique, nous voulons parler à tous les Français, à tous ceux qui, quel qu'ait été leur choix politique passé, refusent le déclassement de notre pays et l'abandon de la ruralité, se sentent vulnérables, ne reconnaissent plus leur pays, ont perdu la maîtrise de leur propre vie, ou désespèrent de ne jamais pouvoir réussir en France. **En agissant pour tous les Français, nous portons une ambition, celle de voir la France renouer avec la réussite, retrouver la place dans le monde qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'occuper, redevenir une terre d'emplois, de promotion sociale, d'égalité des chances.** Nous voulons une France décentralisée dans laquelle l'État donne une plus grande liberté et une véritable autonomie financière aux collectivités territoriales.

Les premières semaines de l'alternance seront décisives. Il ne pourra y avoir la moindre place pour l'improvisation. Avec une équipe resserrée, il faudra engager un programme de réformes exigeant dès l'été qui auront trait à la sécurité intérieure, aux finances publiques et à notre droit du travail. Après François Hollande, nous ne pouvons plus nous permettre un quinquennat pour rien. Nous voulons en face du nouveau Président, une nouvelle majorité pour la France : une majorité de droite et du centre.

Voilà pourquoi nous proposons ce contrat d'alternance crédible et transparent pour tous les Français en s'appuyant solidement sur les valeurs de la République.

RENFORCER LES 4 PILIERS DE LA RÉPUBLIQUE

La République est notre bien commun. Elle repose sur quatre piliers principaux : l'école, l'entreprise, la famille, et la laïcité. Notre priorité est aujourd'hui de sans cesse les fortifier. Toutes nos politiques iront en ce sens. Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour y parvenir.

- ▶ **L'école**, parce qu'il n'y a pas d'ascenseur social sans école. Au sens large, elle est aussi le lieu de l'apprentissage, de la formation professionnelle, de l'émancipation, de l'ouverture au monde et à la culture, de la liberté et de la valorisation du mérite. **Nous devons renforcer les savoirs fondamentaux – lire écrire, compter et connaître l'histoire de notre pays – pour qu'aucun élève n'entre au collège sans les maîtriser. Nous abrogerons la réforme des rythmes scolaires et celle du collège.** Nous croyons dans la responsabilité des acteurs de l'éducation. **C'est pourquoi une plus grande liberté de gestion et d'organisation des établissements favorisera une meilleure transmission des savoirs.** Nous ferons du suivi individuel des élèves en difficulté notre priorité : **tous les élèves doivent quitter le système scolaire avec une formation qualifiante. Tous les Français ont le droit d'être formés tout au long de leur vie.**
- ▶ **L'entreprise**, qu'elle soit petite ou grande, mondiale ou locale, artisanale ou individuelle, est le lieu de la création de la richesse et donc du pouvoir d'achat. Il n'y a ni progrès, ni innovation sans esprit d'entreprendre et sans travail. Le travail dans l'entreprise ou ailleurs (associations, administration...) permet l'émancipation. **Aussi toutes les politiques doivent favoriser l'emploi, l'attractivité et le développement de nos entreprises.**
- ▶ **La famille**, parce qu'il n'y a pas de société durable sans la solidité des liens familiaux. Les familles françaises ont profondément souffert de la politique de François Hollande. Elles doivent être confortées. Et parce que nous voulons relancer la politique familiale, **nous rétablirons l'universalité des allocations familiales et relèverons le plafond du quotient familial.**
- ▶ **La laïcité**, parce qu'elle garantit la cohésion de la Nation. **Nous n'accepterons aucun acte ou comportement qui place les lois de la religion au-dessus de celles de la République.** L'idéal républicain est universaliste et refuse tout communautarisme.

Pour les cinq prochaines années, nous proposons un contrat d'alternance pour tous les Français qui sera l'expression d'une nouvelle ambition française pour redresser notre pays et restaurer l'autorité.

- 1 Un contrat pour le plein-emploi et le pouvoir d'achat
- 2 Un contrat pour restaurer l'autorité de l'État et garantir la sécurité des Français
- 3 Un contrat d'équité entre tous les Français
- 4 Un contrat avec la jeunesse de France
- 5 Un contrat pour renouveler et moderniser la vie publique

UN CONTRAT POUR LE PLEIN-EMPLOI ET LE POUVOIR D'ACHAT

Depuis 5 ans le chômage de masse s'est aggravé. Pourtant, la France mérite le plein-emploi. Pour y parvenir, une seule direction : plus de consommation, d'investissement, d'innovation, de souplesse, de liberté, de formation et surtout moins d'impôts. C'est la liberté d'entreprendre crée la croissance et la compétitivité et non la dépense à crédit.

RENDRE DU POUVOIR D'ACHAT AUX FRANÇAIS EN BAISSANT LES IMPÔTS

- ▶ Nous n'augmenterons ni la TVA, ni la CSG.
- ▶ **Nous baisserons de 10 % l'impôt sur le revenu pour tous les ménages et notamment les classes moyennes matraquées fiscalement.**
- ▶ Pour récompenser davantage le travail, **nous rétablirons la défiscalisation des heures supplémentaires.**
- ▶ Parce que nous voulons soutenir le pouvoir d'achat des familles, **nous rétablirons l'universalité des allocations familiales et relèverons le plafond du quotient familial au niveau de 2012.**
- ▶ **Grâce au recul de l'âge légal de départ à la retraite, nous pourrions augmenter les petites retraites de 300 € par an, et les pensions modestes de réversion de 10 %.**
- ▶ Enfin nous veillerons à ce que la transmission du patrimoine entre les générations soit facilitée en **réduisant de 15 à 10 ans le délai entre deux donations, et ramènerons à 15 ans le délai de détention pour une exonération totale des plus-values immobilières**, de façon à vivifier le marché du logement.

BAISSER LE COÛT DU TRAVAIL POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

- ▶ **Nous baisserons les charges pesant sur le travail et la production** qui étouffent nos entreprises et notre industrie en rapprochant leur niveau de la moyenne européenne.

- ▶ Dans un contexte particulier lié au Brexit, nous **diminuerons l'impôt sur les sociétés** pour atteindre 25 % au terme du quinquennat.
- ▶ Nous **transformerons le CICE**, véritable usine à gaz, **en baisse durable de charges**, pour simplifier la vie des entreprises et stimuler leur compétitivité.
- ▶ Pour encourager l'investissement, assurer la pérennité des entreprises et éviter l'évasion des capitaux, **nous supprimerons l'ISF**. Aucun des grands pays européens n'a mis en place un tel impôt, cessons d'être l'exception européenne. Nous proposerons pour l'épargne des Français **une taxation forfaitaire de 30 %**, en **conservant le régime de l'assurance vie**.
- ▶ Parce que les règles ne peuvent pas changer tout le temps, **nous garantirons la stabilité fiscale**. Pas de nouvelles lois chaque année, pas de rétroactivité.

CRÉER UN VÉRITABLE MARCHÉ DU TRAVAIL

- ▶ **Nous supprimerons les 35 heures et laisserons pendant 18 mois** à chaque entreprise ou à chaque branche pour les petites entreprises, **la liberté de négociation du temps de travail**. Tout travail supplémentaire devra être payé en conséquence.
- ▶ **Nous abrogerons le compte pénibilité** et traiterons la pénibilité par l'amélioration des conditions de travail, une politique de prévention plus ambitieuse et une prise en compte de la situation réelle des salariés.
- ▶ **Le code du travail**, qui est devenu un frein au recrutement, **sera simplifié et allégé** pour garantir les droits fondamentaux des salariés tout en les protégeant davantage. Le dialogue social dans l'entreprise sera modernisé, notamment grâce au référendum d'entreprise. Nous doublerons en outre les seuils sociaux et adapterons le droit du travail aux nouvelles façons de travailler.
- ▶ Le marché du travail est trop rigide et freine les recrutements. Nous plafonnerons les indemnités prudhommales pour mettre fin à l'insécurité juridique. Dès la signature du contrat **il faudra que les éventuelles causes et modalités de rupture du CDI soient clarifiées entre employeur et employé**.
- ▶ **Nous réorienterons le système des emplois aidés vers les petites et moyennes entreprises**, et non plus vers les collectivités publiques.

DYNAMISER LES ENTREPRISES

- ▶ Nous renforcerons les effets bénéfiques du crédit d'impôt recherche (CIR) pour que la France conserve son rang dans la compétition internationale et pour que nous regagnions des parts de marché à l'export.
- ▶ La digitalisation de l'économie est source de création d'emplois. **Nous devons accélérer la transformation numérique** en accompagnant et en formant les salariés à ces mutations et en levant les freins à la croissance de nos entreprises. Et pour dynamiser l'investissement dans les entreprises numériques, **nous défiscaliserons à hauteur de 50 % les sommes investies par les *business angels* dans les start-ups.**
- ▶ L'agriculture, la viticulture et la pêche comptent parmi les grandes forces de la France et ces professionnels sont des entrepreneurs à part entière. **La France doit adapter son modèle économique agricole et donner aux entreprises agricoles, les moyens d'être compétitives.** Et cela passe en particulier par la diminution des charges et des normes, avec l'arrêt de toute surtransposition de textes européens. Nous voulons sanctuariser les crédits européens de la PAC, et aller vers un modèle protégeant davantage les agriculteurs des risques climatiques et de la volatilité des marchés avec par exemple la mise en place d'un compte épargne de précaution.

UN CONTRAT POUR PROTÉGER LA FRANCE ET GARANTIR LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS

La République a trop reculé. L'autorité de l'État a été considérablement affaiblie ces 5 dernières années. Nous voulons être les gardiens d'un État qui fait respecter la loi et qui n'accepte aucune zone de non-droit. Nous devons tourner le dos à la culture du laxisme, de la déresponsabilisation, du désarmement pénal et moral de nos forces de l'ordre et de notre Justice. La protection des Français passe par la défense de nos valeurs. Pas de France forte, sans Europe forte. Une France plus libre et plus souveraine permettra d'amorcer une évolution de l'Europe.

IMPUNITÉ ZÉRO POUR LES DÉLINQUANTS

- ▶ Il faut mettre fin au désarmement pénal mis en œuvre par Mme Taubira. **Nous réinstaurerons les peines-plancher automatiques** pour sanctionner sévèrement les récidivistes et **nous supprimerons toutes les réductions automatiques de peine** en prison en réintroduisant une distinction entre le primo-délinquant et le récidiviste.
- ▶ Pour faire face à la surpopulation carcérale et mettre un terme à l'inexécution des peines, **nous construirons 16 000 nouvelles places de prison et renforcerons en conséquence les effectifs des personnels pénitentiaires.**
- ▶ Nous renforcerons les effectifs des forces de l'ordre avec **10 000 postes supplémentaires. Les polices municipales seront confortées dans leur rôle de 3^e force de sécurité intérieure et seront armées, sauf refus des maires.**
- ▶ Nous abaisserons la **majorité pénale des mineurs récidivistes à 16 ans.**

GAGNER LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME

- ▶ **Les personnes fichées S les plus dangereuses seront placées de manière préventive sous surveillance physique et électronique renforcée**, et nous interdirons de retour les binationaux qui se sont rendus à l'étranger sur des zones d'opérations terroristes et djihadistes.
- ▶ **Nous expulserons automatiquement les étrangers** ayant des liens avec les mouvances terroristes.

- ▶ **Nous renforcerons les moyens et la coordination des services de renseignement intérieur**, ainsi que la coopération européenne dans la lutte contre le terrorisme.
- ▶ **Nous dissoudrons tous les mouvements se réclamant du « salafisme » et de l'islamisme radical**, ainsi que les associations qui prônent la haine, la violence et la discrimination notamment à l'encontre des femmes.

UN EFFORT MAJEUR DE DÉFENSE À LA HAUTEUR DE LA MENACE QUI PÈSE SUR LA FRANCE

- ▶ Nous devons protéger notre pays des menaces extérieures. Pour y parvenir, **nous porterons à 2 % du PIB le budget de la défense au cours du prochain quinquennat** afin de remettre à niveau nos effectifs et nos équipements. Nous le devons à nos soldats. **Parce que notre outil de défense doit être adapté aux nouveaux risques, nous conserverons notre double composante nucléaire**, sous-marine et aéroportée. Nous créerons également **un fonds européen de défense pour partager certaines dépenses**.

RÉDUIRE DE MOITIÉ L'IMMIGRATION SUR LE QUINQUENNAT PAR LA MISE EN PLACE DE QUOTAS

- ▶ La France a le droit de choisir qui elle accueille sur son territoire et de conduire une politique d'immigration conforme à l'intérêt national. **Chaque année, le Parlement fixera des quotas d'immigration** correspondant aux besoins de la France et à notre capacité à accueillir dignement
- ▶ Notre pays honore sa tradition d'accueil des réfugiés mais doit lutter avec fermeté contre l'immigration clandestine des déboutés du droit d'asile. La question de Calais a démontré la nécessité de rétablir l'autorité de l'État. **Nous proposons la création de zones de contrôle renforcées de l'immigration, dans les territoires soumis à une très forte pression migratoire, où l'identification des migrants doit être systématique.**
- ▶ **Nous réformerons également la procédure du droit d'asile** pour que toute demande d'asile soit examinée dans des délais réduits au maximum pour faciliter l'éloignement des déboutés. Nous reverrons également la liste des pays sûrs, harmonisée au plan européen. **Nous travaillerons à la création d'une politique d'asile commune aux pays de l'UE.**
- ▶ La générosité de notre modèle social n'est pas sans limites : un étranger tout juste arrivé en France ne doit pas bénéficier de prestations sociales immédiatement. **Nous voulons conditionner l'accès aux allocations familiales et logement, à au moins 2 ans de cotisations.** Dans cette même logique, **nous mettrons fin dans sa forme actuelle à l'Aide Médicale d'État (AME)** dont le coût a explosé, en la restructurant profondément.

- ▶ **Nous maintiendrons le contrôle de nos frontières** tant que Schengen n'aura pas été réformé.

UNE FRANCE PLUS EUROPÉENNE ET PLUS SOUVERAINE

- ▶ **Nous baisserons de 100 Mds€ la dépense publique** pour la ramener à 50 % du PIB. **Nous nous engageons à réduire le déficit public et la dette de façon durable** pour respecter nos engagements européens. Nous devons rompre avec la spirale infernale de la dette et reconquérir notre souveraineté financière. **Nous supprimerons notamment 300 000 emplois publics sur le quinquennat avec pour objectif une baisse de 500 000 postes d'ici 7 ans**, sans réduire le personnel soignant hospitalier et les effectifs de sécurité. Dans un souci d'équité avec le secteur privé, nous introduirons deux jours de carence dans la fonction publique. **Nous passerons un pacte de progrès avec la fonction publique** pour une meilleure qualification, une meilleure qualité de vie au travail et de meilleures rémunérations fondées sur un allongement du temps de travail et sur le mérite. Nous voulons offrir aux Français le meilleur service public d'Europe en termes d'accès, de qualité et de simplicité, notamment grâce au numérique.
- ▶ **Il n'y a pas d'avenir pour la France sans une Europe forte et plus proche des peuples.** Nous lancerons une véritable Europe politique prenant appui sur la zone euro et découplée du grand marché à 28. Nous proposerons au Conseil européen de donner à la zone euro les moyens d'une politique économique créatrice d'emplois. C'est une Europe de l'essentiel centrée sur la monnaie, la défense, la sécurité, les migrations, le contrôle des frontières extérieures, la politique de l'énergie. En contrepartie, l'Europe devra cesser de s'immiscer dans les réglementations relevant des États membres ou de leurs échelons décentralisés.
- ▶ L'Europe doit aussi œuvrer sans naïveté pour la protection et la promotion de nos intérêts commerciaux et économiques. **Nous veillerons à ce que les traités commerciaux européens soient réciproques et loyaux.**
- ▶ La concurrence entre les travailleurs français et les travailleurs européens détachés sur notre territoire est inacceptable. **Nous renégocierons la directive européenne « travailleurs détachés » pour mettre fin au dumping social et pour que l'équité soit assurée entre tous les travailleurs européens.** Lorsque l'on travaille en France, les salaires et les charges doivent être français.
- ▶ **Nous devons œuvrer pour une souveraineté numérique européenne** face à la concurrence des États-Unis et de la Chine et des géants internationaux du numérique. **Nous imposerons et défendrons au niveau européen nos valeurs, nos innovations, nos technologies, dans le respect des libertés publiques, des données personnelles et des droits d'auteur.**
- ▶ **Nous garantirons l'équité fiscale.** Nous voulons entre les secteurs traditionnels et les entreprises de service numérique, en particulier les plates-formes collaboratives, une économie loyale.

PROTÉGER NOTRE ENVIRONNEMENT

- ▶ Nous pouvons concilier écologie et économie, pour réconcilier l'homme et son environnement. **Nous respecterons nos engagements internationaux de réduction des gaz à effet de serre et de protection de la biodiversité. Nous renforcerons le développement des énergies renouvelables** dans le respect de notre engagement de plus de 20 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici à 2025.
- ▶ La qualité de l'air doit être la priorité première de notre politique de santé environnementale pour améliorer durablement la santé des Français. **Nous fixerons l'objectif à atteindre de « zéro charbon sous cinq ans » dans la production énergétique française**
- ▶ Nous ferons de la protection et de la propreté des mers et des océans, une priorité mondiale. La France doit pleinement se saisir de ce combat aux côtés des autres pays pour venir à bout du « septième continent de plastique » qui ravage nos océans.
- ▶ Nous œuvrerons pour **une interdiction de l'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières en Arctique**. Et nous nous engagerons en faveur de la protection du Grand Nord.
- ▶ **Nous lancerons un programme national de rénovation des bâtiments anciens les plus énergivores.**
- ▶ **Enfin, nous conserverons une part significative de production énergétique nucléaire, qui n'émet pas de gaz à effet de serre. Ni Fessenheim, ni aucune autre centrale ne fermeront**, sauf considérations de sécurité et de sûreté.

PROTÉGER LES VALEURS FAMILIALES

- ▶ Trouver une place en crèche reste le parcours du combattant pour de nombreuses familles. Nous voulons redonner aux parents, et en particulier aux femmes, plus de libertés pour concilier leur vie professionnelle et personnelle avec leur vie de famille. Nous relancerons la création de places disponibles en crèches, en panne depuis 2012, **en simplifiant les normes contraignantes, ferons évoluer le dispositif du crédit d'impôt famille, et accélérerons la formation du personnel.**

UN CONTRAT D'ÉQUITÉ ENTRE TOUS LES FRANÇAIS

Les Français n'en peuvent plus du sentiment de deux poids de mesures dans notre pays. Nous ne pouvons pas tolérer que des territoires restent à l'abandon et que le sentiment d'exclusion pour de nombreux Français soit une réalité. Chacun doit pouvoir travailler, se soigner, se déplacer et être un citoyen à part entière. Nous mettrons tout en œuvre pour préserver et rendre plus juste notre modèle social.

FINANCER DE MANIÈRE RESPONSABLE ET DURABLE NOTRE MODÈLE SOCIAL

- ▶ Nous devons assurer le financement et la pérennité de notre système de retraite en **reculant progressivement l'âge de départ à 65 ans, en garantissant les dispositifs de carrière longue.**
- ▶ Ce ne sont pas à nos enfants de rembourser notre dette sociale. **Nous interdirons tout déficit de la Sécurité sociale.**
- ▶ **Nous supprimerons le tiers payant généralisé** pour redonner du temps médical aux médecins.
- ▶ Nous voulons faire de la France le pays européen en pointe dans le domaine de la prévention de santé. **Chaque Français aura le droit à une consultation de prévention médicale tous les deux ans, remboursée par la Sécurité sociale.**
- ▶ **Nous protégerons et renforcerons l'exercice libéral de la médecine et engagerons une vaste consultation avec tous les acteurs de santé** pour garantir l'avenir de notre système de santé et mieux rembourser les Français. Nous porterons **une nouvelle ambition pour l'hôpital public**, qui sera renforcé dans son autonomie en partenariat avec les cliniques privées. Il est indispensable **d'associer pleinement tous les professionnels de santé au pilotage et à la gestion du système.**
- ▶ D'ici à 2022, **nous viserons un « reste à charge » zéro pour les dépenses de santé les plus coûteuses pour les familles** (optique, prothèses dentaires, audioprothèses et dépassements d'honoraires), grâce à un nouveau partenariat entre la Sécurité sociale et les organismes complémentaires.

INCLURE LES EXCLUS DE LA RÉPUBLIQUE

- ▶ Avec 9 millions de pauvres en France, la situation est dramatique. **Nous lancerons un grand plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.**
- ▶ Nous voulons aider nos aînés à vieillir dignement chez eux. Pour accompagner la dépendance, **nous soutiendrons en priorité les aidants familiaux afin qu'ils soient soulagés et secondés par des professionnels.** Plus généralement, nous mettrons en place **un modèle assurantiel et solidaire : durant 5 ans, nous inciterons chacun à souscrire un contrat d'assurance dépendance, grâce à un crédit d'impôt.** Au-delà de cette période, l'assurance dépendance pourrait devenir obligatoire. **Nous diminuerons le reste à charge pour les personnes dépendantes.**
- ▶ Nous donnerons une **nouvelle impulsion à la politique du handicap** en particulier à l'école en renforçant la présence des auxiliaires de vie scolaire et au sein du milieu professionnel. Nous lancerons un grand plan autisme en encourageant fortement la recherche européenne.

ROMPRE AVEC LES DÉCLASSEMENTS : L'ABANDON DE LA RURALITÉ, DE NOS OUTRE-MERS ET LA DÉSINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE

- ▶ Il n'y a aucune fatalité au déclassement rural. Non la France n'est pas un désert. Nous **devons rompre avec le sentiment d'abandon du monde rural** fondé sur des réalités inacceptables que nous combattons parmi lesquelles : les déserts médicaux et la désertification des centres-villes, le développement économique, l'aménagement du territoire, le déploiement du numérique, des services publics et l'habitat.
- ▶ La France souffre d'une véritable fracture territoriale. Et l'inégalité territoriale est insupportable. **Il ne peut y avoir d'un côté la France des métropoles et de l'autre la France périurbaine et rurale.** Nous rétablirons un équilibre entre aires urbaines à forte concentration d'emplois, d'infrastructures et de services, et les zones rurales. À l'image de ce qui a été pour la politique de la ville avec l'ANRU, **nous voterons une loi de programmation pour la ruralité et les territoires. Pour chaque euro investi dans la ville, nous investirons un euro dans la ruralité.**
- ▶ **Nous imposerons un moratoire sur la fermeture des services publics en milieu rural, jusqu'à la création d'une agence de rénovation rurale et territoriale.** Enfin, grâce à un grand plan numérique, nous généraliserons **l'accès au numérique et à la fibre sur tout notre territoire.**
- ▶ **Les Outre-Mer font face aujourd'hui à un double défi politique et économique :** celui de leur ancrage dans la République et celui d'un modèle économique en panne. **Nous devons restaurer le rôle de protecteur de l'État, garant de la sécurité**

et de l'ancrage dans la République des outre-mer, et prendre des mesures puissantes qui permettent de relever le défi économique et le défi de l'emploi.

- ▶ Nous croyons à une France industrielle, moderne et digitalisée. Parce que l'industrie est à la source de tout développement économique, **nous favoriserons l'investissement et allégerons massivement les charges et impôts de production** pour doper la compétitivité de nos entreprises industrielles et soutenir nos territoires qui vivent de plein fouet les mutations économiques.

RÉTABLIR LES ÉQUITÉS SOCIALES

- ▶ À situation égale, traitement égal : **nous supprimerons progressivement les régimes spéciaux de retraite et alignerons les régimes de retraite de la fonction publique sur le régime général.**
- ▶ Les commerçants, artisans et l'ensemble des travailleurs indépendants n'ont pas à choisir entre liberté et protection des individus. **Nous réformerons le RSI en le remplaçant par une caisse autonome de Protection des Indépendants pour respecter les spécificités de leurs métiers.**
- ▶ **Nous créerons une allocation sociale unique plafonnée, fusionnant la majorité des aides sociales** (hors handicap et retraite). Plus simple et plus incitative à la reprise d'un emploi, elle permettra également de lutter contre la fraude sociale
- ▶ Nous sommes pour une société de solidarité mais pas une société d'assistanat. **Nous plafonnerons l'ensemble des aides sociales** pour que les revenus du travail soient toujours supérieurs au revenu de l'assistance. Nous avons tous des droits mais aussi des devoirs envers notre société. **Nous suspendrons le versement de toute aide sociale et tout crédit d'impôt durant 5 ans aux personnes qui commettront des fraudes fiscales et sociales lourdes.**
- ▶ **Nous combattons fermement les inégalités entre les femmes et les hommes**, en particulier au niveau professionnel (avancement de carrière, rémunération...). Aujourd'hui trop de mères isolées sont en grande difficulté financière, notamment parce qu'**elles ne perçoivent pas la pension alimentaire qui leur est due.** Nous devons faire appliquer la loi. C'est pourquoi, tous ceux qui n'assureraient pas leurs responsabilités, **se verront suspendre pendant 5 ans le versement des aides sociales et des crédits d'impôts.** Enfin, en matière de droits des femmes, **nous ferons de l'interdiction du voile intégral dans l'espace public une réalité et sanctionnerons fermement toute violation répétée.**
- ▶ L'inégalité d'accès à la culture crée l'inégalité tout court. **Nous devons dès l'école créer un désir de culture et garantir à tout moment de la vie un accès facilité à toutes les formes de culture. Nous veillerons particulièrement à la mise en valeur du patrimoine culturel français.**

UN CONTRAT AVEC LA JEUNESSE DE FRANCE

Plus que tout autre, la jeunesse a l'impression d'être l'oubliée des politiques publiques. Nous voulons lui donner les moyens d'exprimer ses talents, de s'émanciper et de créer. La jeunesse sera au cœur de toutes nos politiques et nos ambitions.

- ▶ **À chaque jeune, son projet.** Nous mettrons en œuvre tous les moyens existants pour accompagner chaque jeune dans son projet – **éducation, orientation, apprentissage, formations, insertion professionnelle, soutien à la création d'entreprise** – et l'aider à révéler ses talents.
- ▶ Aujourd'hui, les jeunes quittent le foyer parental de plus en plus tard parce que l'accès à l'emploi et au logement est largement fermé. **Pour les aider à acquérir leur indépendance et leur autonomie, nous faciliterons leur mobilité.** Trop de jeunes ne parviennent pas à trouver ou garder un emploi faute de permis de conduire ou de véhicule personnel. **Pour leur venir en aide, nous créerons « un contrat mobilité » résultant d'un partenariat entre l'État et les Régions permettant l'obtention du permis de conduire et la location du premier véhicule à prix extrêmement réduit pour les jeunes en recherche d'emploi. Concernant l'accès au premier logement, qu'il s'agisse d'une location ou d'un achat, nous mettrons en place un mécanisme de caution pour les jeunes ménages avec une garantie publique.**
- ▶ Nous devons également repenser totalement avec les Régions, nos offres de formation et d'apprentissage pour préparer nos jeunes aux emplois d'aujourd'hui mais surtout de demain. **Nous mettrons en place une exonération totale des charges sociales pour l'embauche d'un jeune en alternance.** Nous généraliserons progressivement la formation en alternance à l'ensemble des formations.
- ▶ Trop de jeunes décrochent du système scolaire aujourd'hui, **alors que nous pouvons mettre à profit toutes les bonnes volontés pour les encadrer.** À travers **un vaste plan de mobilisation de la société civile,** nous mettrons en place un véritable suivi personnalisé dans tous les lieux mis à disposition des jeunes décrocheurs.

UN CONTRAT DE RENOUVELLEMENT ET DE MODERNISATION DE LA VIE PUBLIQUE

Élection après élection, les Français s'interrogent sur leurs institutions, sur l'efficacité de l'État et de l'action publique, et sur l'exemplarité de leurs représentants. Ceci se traduit par une désaffection croissante des citoyens pour l'action publique. Nous devons combler ce fossé entre les citoyens et leurs dirigeants.

- ▶ Nous voulons des institutions plus efficaces et surtout plus transparentes. **Nous associerons les citoyens aux décisions publiques qui les concernent**, grâce au référendum, y compris numérique, et aux consultations nationales et locales. Nous voulons rendre **compte systématiquement des résultats des politiques publiques menées**, ce qui marche, mais aussi ce qui marche moins bien pour pouvoir améliorer les mesures prises. Nous voulons de nouveaux rapports entre l'administration et les administrés, les citoyens et les élus, parce que nous croyons en la République de la confiance.
- ▶ **Nous réduirons le nombre de parlementaires, et refonderons leur statut. Nous renforcerons le rôle du Parlement dans sa fonction de contrôle de l'action du Gouvernement.** La séparation des pouvoirs garantit la solidité de notre République. Nous voulons des institutions fortes, transparentes et équilibrées.
- ▶ **Nous lutterons contre l'excès de bureaucratie et le poids des normes** qui paralysent notre pays. Nous nous engageons à **accélérer la prise de décisions publiques, car la lenteur est l'ennemi de la croissance.** La France ne jouera pas à armes égales avec les autres pays tant que l'on s'imposera toujours plus de normes et de contraintes qu'aux autres, et que l'on ne mettra pas fin à la surtransposition des règles européennes. **L'administration doit d'abord conseiller puis contrôler.** L'uniformité ne peut pas être la règle. **Nous permettrons l'ajustement des règles et normes aux réalités des territoires** en donnant un pouvoir d'adaptation aux acteurs locaux.

Les Français ont choisi un président de la République qui veut être ni de droite, ni de gauche. Clarifions les choses et donnons à la France **une majorité claire et cohérente, une majorité de droite et du centre, pour de nouvelles protections, de nouvelles libertés, et de nouvelles équités.**

Les institutions de la v^e République sont solides et nous les respecterons. **Nous gouvernerons sans esprit d'affrontement.** Notre majorité sera une nouvelle chance pour la France. Fort du soutien des Français, nos institutions nous permettront de **mener les réformes urgentes dont notre pays a besoin, dès l'été.** Voilà l'ambition que les Républicains et l'UDI portent en voulant donner clairement une nouvelle majorité à la France. Nous y sommes prêts.



MAJORITÉ POUR LA FRANCE

UNION DE LA DROITE ET DU CENTRE

